Intervention de Pierre Werner sur la politique étrangère du gouvernement luxembourgeois (Luxembourg, 23 octobre 1975)

Légende: Le 23 octobre 1975, Pierre Werner, ministre d'État honoraire et chef du groupe parlementaire chrétien-social, s'exprime devant la Chambre des députés du Luxembourg sur la politique étrangère du Luxembourg. Il salue les efforts déployés par le gouvernement en matière de politique internationale et félicite le président du gouvernement et ministre des Affaires étrangères Gaston Thorn pour sa présidence de l'Assemblée générale des Nations unies. Pierre Werner revient également sur les grandes questions européennes telles que la réalisation d'une union européenne ou la création d'une union économique et monétaire.

Source: Compte rendu des travaux de la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg, Jeudi 23 octobre 1975 (6e séance). Session ordinaire de 1975-1976. Volume I, pp. 179-186.

Copyright: (c) Chambre des Députés

URL:

http://www.cvce.eu/obj/intervention_de_pierre_werner_sur_la_politique_etrangere_du_gouvernement_luxembourgeois_luxembourg_23_octobre_1975-fr-e5abbcf2-ab54-4375-89f0-ce5f1d36460c.html

Date de dernière mise à jour: 20/10/2014

être considérés comme des manifestations de l'esprit de détente. Cependant la presse occidentale défend souvent l'idée que l'URSS ne joue pas le jeu et que la détente se révèle à sens unique.

Il faut alors se demander: Quelles sont les limites de la détente?

Si en apparence le monde continue d'être en paix, si la détente est restée avant tout politique, elle n'a guère affecté le niveau des armements dans les pays de l'Est. Tandis que les forces du pacte de Varsovie continuent d'augmenter leur armement de façon démesurée, à l'Ouest l'opinion publique réclame la réduction des dépenses de défense sous prétexte que l'amélioration de la situation internationale ne justifie plus les budgets militaires importants. Le danger est que nos responsables politiques ne s'adonnent à cette euphorie et procèdent à des réductions unilatérales de leur effort pour la défense, sans attendre les résultats des négociations sur les réductions mutuelles et équilibrées des forces qui sont en cours à Vienne et qui piétinent.

La disparité croissante des armements classiques – et surtout la construction de la flotte de guerre soviétique montrent bien que l'Alliance Atlantique garde tout son sens pour les pays européens. L'Ouest ne doit donc pas baisser la garde et conserver des moyens de défense adéquats. C'est ici qu'une responsabilité particulière incombe aux parlementaires qui doivent à la fois éclairer l'opinion et soutenir nos gouvernements.

Il faut encore rappeler que, malgré la détente, des crises deviennent possibles. Je pense ici surtout à la crise du Moyen-Orient et à la guerre du Kippour, à l'embargo du pétrole en automne 1973. Si la détente recèle selon certaines opinions fortement établies en Occident un piège, elle constitue par contre d'après d'autres opinions sans doute l'un des événements politiques les plus remarquables de notre temps.

Une détente mutuellement avantageuse et suffisamment prolongée, basée sur un certain équilibre militaire mais aussi sur la cohésion politique des pays de l'Ouest, pourra influencer la conduite des dirigeants soviétiques.

Mais il ne faut pas perdre de vue qu'une revue officielle du parti communiste de l'Union soviétique a admis récemment sans ambiguïté, tout comme Kroutchev l'a fait dans son discours qui n'est pas oublié – que la coexistence pacifique doit gouverner les rapports politiques entre les pays de l'Est et les pays de l'Ouest, que la coopération est possible dans le domaine économique, mais que la lutte demeure «implacable» dans le secteur idéologique.

En d'autres mots l'URSS continue la lutte idéologique sous le couvert de la coexistence pacifique.

La détente ne supprime donc pas la lutte des idées. Nous devons rester conscients, par contre – de la valeur primordiale de l'Alliance Atlantique pour la sécurité de l'Occident et le maintien de notre mode de vie, de notre bien-être et de nos libertés.

Merci Monsieur le Président.

(Très bien auprès du PD)

M. le Président. La parole est à l'honorable Monsieur Werner.

M. Werner. Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs. La continuité de la politique étrangère de notre pays est un des phénomènes positifs de l'évolution de l'après-guerre. Au-delà des différences de style et de méthode, cette continuité s'est maintenue à travers toutes les vicissitudes gouvernementales. Les lignes de force qui ont caractérisé cette

politique ont été l'engagement international actif, l'ouverture aux formules d'organisation de la paix et de l'échange économique, l'ouverture à l'intégration des économies, la défense des libertés démocratiques et des droits de l'homme sans égard aux régimes sociaux ou à l'appartenance à des blocs déterminés.

Vous vous êtes proposé, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, de continuer dans la même voie. Il en résulte que la ligne générale de votre politique ne rencontre pas d'objection de notre part, les différences ne pouvant porter que sur des nuances ou des questions de méthode.

Si je critique d'autres aspects de votre Gouvernement et de votre rôle de coordinateur national, je me sens d'autant mieux à l'aise pour reconnaître qu'en tant que Ministre des Affaires étrangères vous payez de votre personne pour imprimer à notre politique étrangère une ampleur et un rythme peu communs. Votre activité culmine au cours de ces mois dans la présidence de l'Assemblée Générale de l'ONU. Objectivement vous qualifiez l'exercice exceptionnel de cette fonction comme la confirmation et la consécration de la politique étrangère suivie avec constance et détermination par tous les gouvernements luxembourgeois de l'après-guerre. Quelles que soient les circonstances qui valent au Grand-Duché l'honneur de cette présidence, nous aimons à la considérer comme un hommage rendu à notre pays et à cette politique en même temps que c'est une expression de confiance sur le plan international qui vous honore aussi personnellement, Monsieur Thorn.

M. Hellinckx. Dat stong ower net an érer Zeitung.

M. Werner. Dans un monde qui tend à l'universalisme, le Luxembourg est appelé à la participation, participation à l'élaboration des politiques, participation aux jugements à porter sur certaines politiques. Ce qui n'empêche que nous devons rester conscients des limites de notre influence et de notre poids dans le règlement des grandes contestations ou disputes internationales. Notre rôle doit être celui d'être disponible à servir, si nous sommes effectivement sollicités, si notre position est effectivement désintéressée aussi bien au point de vue des intérêts matériels que de ceux de prestige.

Il est vrai que l'accent de notre politique étrangère reste axé sur les formules d'intégration entre les pays européens, à partir de l'UEBL, en passant par le Benelux jusqu'à la Communauté des 9. Cette prépondérance de la politique européenne ne porte pas préjudice à l'intérêt que nous devons porter aux grands courants internationaux dans lesquels les intérêts communautaires sont insérés comme par exemple les problèmes de l'énergie, les problèmes du Tiers-Monde, l'organisation des marchés des matières premières et l'ordre monétaire international.

L'Europe des Neuf ne comptera et ne pèsera dans la solution des problèmes mondiaux au sujet desquels elle est sollicitée que si elle réalise l'intégration de ses systèmes économiques et une raisonnable et effective union politique.

Nous attachons la plus grande importance à la mission dont le Premier Ministre de Belgique a été chargée en vertu de laquelle il doit soumettre pour le 1er janvier 1976 au plus tard un rapport sur la réalisation d'une union européenne. Nous nous rendons compte de la difficulté et des pièges de la tâche de M. Tindemans. En effet on ne peut pas dire qu'au sujet de l'avenir de la Communauté les coeurs battent à l'unisson dans les pays membres. Le Ministre des Affaires étrangères fait allusion à juste titre à la tendance de plus en plus répandue des Etats membres de faire cavalier seul lorsque les intérêts nationaux sont en cause. D'une part

l'accoutumance des nouveaux Etats membres aux perspectives communautaires ne se réalisera que progressivement. D'autre part la génération d'hommes politiques actuellement au pouvoir, confrontés parfois à de graves difficultés socio-économiques internes, ne sont plus portés par l'élan des fondateurs poussés en avant par une situation historique unique. En d'autres termes une espèce de «Realpolitik» communautaire tend à faire des ravages aux dépens de la solidarité d'action et du sens de l'honnête compromis qui ont permis jusqu'ici à la Communauté d'avancer à un point où la dislocation de celle-ci multiplierait certainement les calamités économiques et sociales de tous les pays membres.

Certes M. Tindemans et ceux qui tireront des conclusions de son rapport devront tenir compte du climat de désenchantement dans lequel baigne la Communauté et la disposition d'esprit des Gouvernements et des opinions publiques. Relevons toutefois que derrière les sondages d'opinion les peuples restent encore fermement attachés à l'idée européenne.

Il va de soi également, en ce qui me concerne, que les propositions de M. Tindemans devront construire sur ce qui est déjà acquis au risque de se perdre dans un tohu-bohu d'inspirations contradictoires et de suggestions incongrues.

En ce qui nous concerne le but final de l'union en question est d'aboutir à une organisation politique à caractère fédéral d'Etats disposés à mettre en commun l'exercice de certains droits de souveraineté nettement délimités dans la mesure où, dans l'intérêt de la prospérité et de la paix de nos peuples, ils sont mieux garantis dans le cadre communautaire que dans le cadre national. L'union devrait se réaliser toujours grâce à un processus évolutif qui doit tenir compte des particularités propres à chaque Etat et de ses aspirations fondamentales. La construction politique de la Communauté comportera bien sûr un juste équilibre des pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires, et aura une touche institutionnelle originale, due à ses origines.

Les objectifs formulés dans le préambule et dans le texte des traités de Paris et de Rome restent valables à l'heure actuelle.

Aussi faut-il éviter de remettre en question les engagements juridiques pris antérieurement. Avant tout un premier progrès devrait permettre aux instruments juridiques existants de jouer pleinement suivant les stipulations des traités.

J'estime qu'il n'est pas opportun en ce moment de bouleverser la structure institutionnelle fondamentale des Communautés. Je ne veux pas dire que sa structure soit équilibrée.

Un agencement plus équilibré des pouvoirs à l'intérieur des Communautés devrait être envisagé à partir des structures existantes, par des renforcements ou des retranchements successifs de compétence et de pouvoir conformément à l'équilibre institutionnel à établir.

Nous partons du fait de l'élection à partir de 1978, de l'élection de l'assemblée parlementaire au suffrage universel. Les pouvoirs du parlement devraient progressivement être étendus et devenir décisifs quant au volume du budget qui correspond aux recettes communes de la Communauté et quant aux dépenses à l'intérieur de ce total, puisqu'il n'y a plus d'autre instance parlementaire qui pourra en disposer et en discuter valablement.

Quant au pouvoir normatif du Parlement nous estimons que son étendue et ses modalités dépendent largement de la structure finale des institutions communautaires et de la nécessité qui pourrait s'imposer de prévoir un système

bicaméral, dans lequel les intérêts nationaux seraient encore pris à charge par une Chambre des Etats.

Toute proposition de relance européenne devrait restituer à la Commission la place qu'elle occupe dans les traités. Les méthodes de prise de décision par le Conseil doivent être améliorées. Cela signifie que l'on applique les textes des traités sur la prise de décision par un vote majoritaire chaque fois que les traités l'exigent. Tout au plus pourrait-on réfléchir sur les critères d'une espèce d'exception de problème vital que tel ou tel pays-membre pourrait opposer à une vote majoritaire. Ne devraient pas être considérées comme telles les décisions dans le cadre de la gestion journalière des marchés et la conduite des politiques monétaires et économiques approuvées. En général le Conseil devrait consentir à la Commission des attributions plus larges dans l'exécution et pour la gestion courante des politiques communes. J'abuserais de votre temps si j'entrais davantage dans les détails de ces considérations d'ordre institutionnel. Elles restent vaines si la volonté politique de consentir des mises en commun de droits souverains ne faisait pas de réels progrès dans un proche avenir.

Aussi vais-je consacrer quelques remarques aux tâches de fond qui détermineront l'avenir politique de la Communauté. Tout d'abord les événements récents ont démontré la nécessité aussi bien que la portée déterminante de l'harmonisation des politiques étrangères des Etats-membres. Nous avons pu constater que chaque fois que les neuf Etats étaient d'accord ils pouvaient agir et avoir une grande influence sur les décisions à prendre et sur le cours des événements. Ceux-ci devront prendre une prise de conscience plus nette des impératifs de la sécurité de la défense de l'Europe. A cet effet il s'agira de circonscrire peu à peu le concept fondamental de la défense tout en le situant à l'intérieur de l'Alliance Atlantique.

D'autre part je reste profondément convaincu que l'objectif économique de la création d'un vaste marché intérieur dans des conditions d'équilibre et de chances égales pour tous ne sera atteint qu'en poursuivant activement la réalisation de l'union économique et monétaire telle qu'elle fut définie dans le rapport du groupe ad hoc institué par décision du Conseil des ministres en date du 10 mars 1970.

Il est un fait que malgré les déclarations officielles des Gouvernements et les résolutions officielles prises aux rencontres au Sommet de La Haye en 1969, Paris en 1972, Copenhague en 1973, et Paris en 1974, l'objectif de la réalisation d'une union monétaire fait l'objet de plus en plus d'appréciations sceptiques, soit quant au délai de réalisation décennal envisagé par les résolutions, soit quant à la valeur des méthodes choisies en l'absence d'une intégration politique plus poussée.

Le rapport du groupe Marjolin attribue les déceptions et les échecs du plan par étapes à trois causes, dont deux sont indiscutables. Les circonstances de mise en oeuvre de la première étape ont été certainement défavorables étant donné que la crise du dollar, l'éclatement qui s'en suivit de l'ordre monétaire basé sur la conférence de Bretton Woods et les statuts du Fonds Monétaire International, ont déterminé un état de choses qui n'a pas permis d'engager dans de bonnes conditions l'action progressive et partiellement empirique envisagée. Celle-ci devait se développer parallèlement sur le plan de l'harmonisation des politiques économiques et budgétaires d'une part, sur le plan du rapprochement strictement monétaire de l'autre. La crise de l'énergie n'était pas faite pour simplifier les problèmes, eu égard à la redistribution des ressources qu'elle entraînait. Il est vrai que l'on pourrait soutenir que les crises diverses ayant affligé la Communauté au cours des dernières années, eus-

sent pu fournir au contraire des arguments pour une accentuation de la solidarité communautaire.

Or, ici intervient la seconde cause d'échecs signalée par le groupe de M. Marjolin, c.-à-d. l'affaiblissement manifeste de la volonté politique d'intégration. Elle s'explique en grande partie par les difficultés internes des nations, également par les états d'attente déterminés par les vicissitudes de l'élargissement de la Communauté. Il est vrai aussi et du point de vue strictement monétaire que l'intégration de la livre sterling dans un ensemble monétaire pose encore des problèmes ardu.

Le comité Marjolin cite enfin une insuffisance de la conception intellectuelle qui n'aurait pu laisser entrevoir toutes les implications institutionnelles et politiques de la mise en commun de souverainetés monétaires. Je n'entends pas entrer dans le détail de la discussion de la méthode des petits ou des grands pas dans l'édification de la Communauté qui s'imposent pour l'efficacité de l'oeuvre d'intégration. Ceci mènerait trop loin. Je rappelle seulement que ce sont précisément les implications plus lointaines d'ordre politique, à savoir la perspective de la création de centres de décision pour la politique économique et monétaire, qui ont provoqué, au moment de la publication du rapport de mon groupe, des attitudes de réserve de la part de certains Gouvernements qui ont pesé sur les résolutions effectives prises sur la base du rapport.

En dehors des circonstances que je viens de signaler, j'attribue, je dirais l'échec provisoire du plan par étapes, à une autre considération, à savoir que le processus engagé se fondait beaucoup plus sur des déclarations d'intention que sur des engagements juridiques. Aussi et à propos du nouvel effort qui est entrepris en rapport avec la mission de M. Tindemans j'estime que la date ultime de l'introduction de l'union monétaire devra être fixée dans le Traité d'Union lui-même. La réalisation de cette union devrait se faire selon un schéma fixé dans le Traité en prévoyant des étapes contraignantes. L'expérience a montré que les étapes contraignantes prévues dans le Traité de Rome ont été observées, parfois péniblement, parfois avec des retards. Mais finalement les Etats membres se sont prêtés à définir les politiques en question.

Il est certain que tout véritable progrès en matière d'union économique et monétaire ne peut être réalisé que si le processus engagé, et quelle que soit sa durée, et même si cette durée dépasse l'horizon 1980, elle doit avoir un caractère irréversible, en ce sens que tout acte posé par un des Etats membres qui affaiblit l'intégration économique et monétaire déjà acquise doit être prohibé et faire l'objet d'un correctif arrêté collectivement par les Etats membres.

Bien sûr l'accompagnement des initiatives monétaires par un rapprochement plus poussé des politiques économique, budgétaire, fiscale et sociale est une exigence certaine et inéluctable. Il est indéniable aussi que la définition d'une politique régionale, quelque peu plus généreuse, d'une politique sociale tenant compte des problèmes de l'heure contribuerait aussi à assurer le succès ou du moins des progrès dans ce domaine.

Mais on ne peut faire abstraction du climat économique mondial ni des préoccupations fondamentales des Gouvernements à un moment donné.

Et c'est ainsi par exemple que dans les circonstances actuelles, la maîtrise de la liquidité monétaire prend le pas sur toutes les autres approches possibles.

Nous savons quelles difficultés les Etats éprouvent à maîtriser les phénomènes monétaires, non seulement

à l'intérieur du pays, mais aussi dans les relations internationales.

Aussi n'est-il pas déraisonnable de déplacer certains accents du plan d'union économique et monétaire pour tenir compte des tendances générales de l'économie mondiale ou européenne dans l'état actuel des choses.

Or, selon M. Witteveen, le Directeur général du Fonds Monétaire International, la communauté internationale pour retrouver un ordre monétaire qui assurerait la stabilité, doit trouver le moyen au cours des années prochaines de régulariser la croissance des liquidités internationales, c'est-à-dire de conformer la croissance des liquidités monétaires à l'évolution de la production des biens et des échanges commerciaux. Cette exigence est d'autant plus impérative dans la mise sur pied d'un marché intégré.

Je suis d'avis que la coordination des politiques budgétaires représente un élément essentiel de l'action à entreprendre. Nous avons déjà insisté sur ce point en préconisant l'harmonisation des coefficients de croissance des données fondamentales budgétaires, celle des méthodes de financement des déficits budgétaires ainsi que des affectations d'excédents.

On sait que la Communauté a déjà fait l'expérience des prévisions harmonisées au sujet des coefficients de croissance budgétaire. Le résultat n'a pas été convaincant. Il ne pouvait pas l'être parce qu'on n'a pas abordé effectivement la discussion et la programmation du second volet, c'est-à-dire du financement et de l'affectation des excédents. Je suis convaincu que l'Union économique et monétaire suppose une harmonisation des principes de création monétaire, notamment de création monétaire en faveur des pouvoirs publics, mais aussi en faveur du secteur privé.

Il va de soi que l'harmonisation du financement budgétaire touche une des prérogatives souveraines les plus importantes de l'Etat. Il n'en reste pas moins vrai, que sans le transfert d'attributions strictement définies et limitées, mais effectives, dans ce domaine, l'union monétaire sera impossible à réaliser. Par contre si les Etats membres se soumettent à une discipline dans ce domaine, l'ensemble communautaire gagnera considérablement en stabilité et en ressources.

Il faut laisser aux Etats-membres la faculté entière de répartir le gâteau budgétaire selon leurs aspirations et préoccupations propres. Bien que les taux de croissance budgétaire ne doivent pas donner lieu à des écarts excessifs, on peut concevoir certaines divergences eu égard à la capacité fiscale et à la volonté de sacrifices civiques des ressortissants de l'une ou de l'autre nation.

J'estime donc que la coordination et l'harmonisation des principes de création monétaire sont compatibles avec la subsistance d'un budget national au sujet duquel le Parlement dispose encore souverainement. J'ajoute que la récession actuelle semble quand même renforcer la prise de conscience par les hommes de politique responsables de la Communauté de la nécessité d'établir une zone de stabilité monétaire européenne, bien que les experts jettent encore les bras au ciel et trouvent quelque peine à se dépêtrer des thèses malencontreuses de flottaison générale de la monnaie.

Alors j'estime que la communauté doit se rabattre d'abord sur ce qui subsiste quand même des efforts et des initiatives qui ont été prises en rapport avec l'union économique et monétaire. C'est pourquoi on pourrait préconiser pour plusieurs années à venir un état de préunion, d'union économique et monétaire qui serait caractérisé tout d'abord par la mise en place des institutions et des législations nationales, qui devront être élaborées à la suite du rapport

Tindemans et qui devraient se baser sur des débuts de réalisations qui existent quand même dans ces domaines. A ce point de vue j'estime qu'en ce qui concerne la politique conjoncturelle, un développement du Comité d'orientation qui existe, et la dotation à ce comité de pouvoirs appropriés, permettrait de rapprocher peu à peu les politiques conjoncturelles, qui d'ailleurs en ce moment ne sont plus aussi éloignées les unes des autres qu'elles ne l'étaient il y a un an.

D'autre part il ne faut pas oublier, qu'il subsiste quand même un effort et les résultats d'une initiative particulière, en effet l'accord monétaire européen sur le rétrécissement des marges de fluctuation des changes n'est pas mort. Au contraire, à un moment donné beaucoup doutaient de son avenir. Il a été maintenu en vie par 5 pays de la Communauté.

Nous sommes heureux, et je crois que c'est l'un des événements les plus heureux de cette année-ci, que la France ait rejoint ce qu'on appelle le serpent monétaire, c'est-à-dire l'accord monétaire européen et que d'autre part à cet accord d'autres pays montrent de l'intérêt pour y entrer.

J'estime que ceci est important autant pour l'intégration progressive des politiques économiques à l'intérieur de la Communauté que dans l'intérêt d'une zone de stabilité en Europe. Une zone de stabilité qui serait certainement un premier pas, plus qu'un premier pas, plutôt un des piliers d'un nouvel ordre monétaire qui pourrait s'établir dans le monde. Nous attendons précisément de la Conférence au Sommet des 5 au mois de décembre que les grandes lignes de ce nouvel ordre puissent être définies. En effet nous n'aurons pas d'ordre économique, ni d'ordre social dans le monde, si effectivement nous ne parvenons pas à redresser la balance monétaire.

Je rappelle d'ailleurs que la Communauté a pris certaines initiatives dans ce domaine qui sont susceptibles d'être développées. Je rappelle qu'on a défini une unité de compte européenne et qu'il échet d'en étendre l'usage dans la phase de préunion à laquelle je viens de faire allusion.

Vous savez aussi et nous sommes bien placés pour le savoir à Luxembourg, que le Fonds Européen de Coopération Monétaire est en place et que dans une phase de préunion telle que je viens de l'évoquer, le Conseil d'Administration de ce fonds pourrait exercer progressivement des attributions comparables à celles d'une organisation inter-bancaire comme le Federal Reserve Board des Etats-Unis, qu'il y aurait lieu dans son sein de convenir, en s'inspirant de la politique fondamentale de l'Union, des politiques communes de crédit, de taux d'intérêt et de réserves.

M. le Président, Madame, Messieurs, encore deux ou trois remarques, pour autant que les questions de sièges sont susceptibles d'être évoquées à nouveau dans un proche avenir. Je voudrais engager le Gouvernement à rester ferme sur la position qui s'est dégagée des accords formels de 1965. Ces accords ne sont pas exclusivement une affaire luxembourgeoise. Ces accords résultaient d'une négociation longue et ardue, au cours de laquelle de multiples propositions ont été faites non seulement à l'initiative de notre délégation, mais aussi à l'initiative des différents Gouvernements parlementaires.

(M. Van den Bulcke reprend la présidence)

Aussi puis-je affirmer et confirmer que les spécialités réservées au siège de Luxembourg étaient conformes à une conception claire et raisonnée des Etats membres en 1965.

Enfin un mot sur le commerce extérieur. Je regrette, M. le Président du Gouvernement, que les données budgétaires ne correspondent pas au souci que vous avez manifesté de promouvoir le crédit à l'exportation. Je souhaite de voir le Gouvernement définir sa politique en la matière et notamment au sujet des possibilités de nous doter d'un système institutionnalisé de crédit à l'exportation, permettant de faire face à la concurrence étrangère qui se manifeste notamment dans les marchés qui sont conclus à moyen terme.

Dans le même ordre d'idées je voudrais encourager le Gouvernement à appuyer les initiatives de la Commission de Bruxelles tendant à organiser le crédit d'exportation sur le plan communautaire notamment par la création d'une banque d'exportation et d'importation.

M. le Président, si je me suis appesanti sur les questions européennes, cela ne veut pas dire que je méconnaisse les incidences politiques, culturelles, économiques, idéologiques des courants mondiaux actuels et notamment de l'influence des grands objectifs de la détente, de l'aide au tiers-monde et du maintien de la paix. J'estime que l'oeuvre européenne doit s'insérer dans cet effort mondial d'un plus juste ordre entre les Etats, dans l'intérêt de la paix et de la concorde de tous les peuples.

M. le Président. La parole est à Mme Bigelbach.

Mme Bigelbach. Hër President, Madame, dir Hëren.

Nodém mei Frënd Willy Dondelinger gëschter de Standpunkt vun der sozialistescher Fraktio'n zur allgemenger Aussenpolitik duergeluegt huet, sief et mir erlaabt kuerz op dat vleicht wichtigst aussenpolitescht Element vun desem Joer anzegoen, ech mengen dat ass d'Ënnerzëchung vum Schlussakt vun der Konferenz fir Secherhët an Zesummenaarbecht an Europa zu Helsinki, kuerz also, d'KSZE-Konferenz.

Ech mengen fir Letzebuerg war dat wichtigst Element we' eisen Premier zu New York als President vun der UNO gewielt gin ass. An all Letzebuenger, an all Letzebuengerin huet sech driwer gefrët, égal wé d'politesch Mënung och war. A vun deser Plaatz sin schon eso'vill Blumen dohannhin geheit gin, ech geheien och nach eng, am Num vu menger Fraktio'n. Ech sot elo dass d'Dokument vun Helsinki vleicht dat wichtigst aussenpolitescht Element vun 1975 war, wo'bei d'Beto'nung op vielleicht leit.

Well et kann en dach net secher beurteilen, op den KSZE-Schlussakt effektiv den Ausgangspunkt vun enger gre'sserer Zesummenaarbecht an domat engem besseren Verstëdemech an Europa get, de' d'Basis sin vun emgem dauerhaften Fridden am alen Kontinent oder op dat Dokument vun Helsinki herno an de Geschichtsbicher als eng Fatz Pabeier duergestallt get, un dé ké Mënsch sech gehalten huet.

Mã wann è wës, dass de' politesch Situatio'n, de' an Europa duerch den 2. Weltkrieg, an am Gefolleg vum 2. Weltkrieg entstanen ass, nëmnen durch en neien Krich mat allen atomaren Zersterungsrisiken ze änneren wär, da können nëmnen verantwortungslos Krichhetzer der Usicht sin, et ge'f eng Alternativ zur Spannungspolitik gin, de' vun den USA, der Sovjetunio'n, an allen europäeschen Staaten, de' zu Helsinki derbei waren, bedriwen get. Mir Sozialisten sin besonnesch stolz, dass et e gro'ssen Europäer an Sozialist, nämlech de Willy Brandt war, dén wichtig Viraarbechten op desem Gebitt gelëscht huet, an et stëmmt eis nëmnen bedenklech, dass eng gewësse Press hei am Land, fir d'Letzebuenger Wort net ze nennen, eso'wuel dem Willy Brandt seng Entspannungspolitik, we' och d'Helsinki-